

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Légion d'honneur française: le général Yves Ditengou élevé au grade de commandeur

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Le chef d'État-major des Forces armées gabonaises (FAG), le général de division Yves Ditengou, a été élevé le 17 janvier dernier au grade de commandeur de la Légion d'honneur française. C'était au cours d'une cérémonie organisée à la résidence de l'ambassadeur, Haut représentant de la France au Gabon. En présence du représentant du ministre de la Défense nationale empêché, des officiers supérieurs et de plusieurs autres invités.

"La France a souhaité honorer un soldat qui a véritablement voué sa vie au service de son pays. Si le général de division Yves Ditengou se voit remettre les insignes de commandeur de la Légion d'honneur, c'est non seulement parce qu'il a apporté au sein des Forces armées gabonaises son savoir-faire mûri

dans les écoles françaises, mais aussi pour son parcours exemplaire d'officier ayant gravi tous les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'au niveau ultime de commandement", a déclaré l'ambassadeur de France au Gabon, Alexis Lamek.

Cette haute distinction honorifique marque ainsi l'attachement que la France porte aux mérites du Saint-Cyrien de la promotion "Général Callies" de 1987 à 1989. "Outre ma modeste personne, c'est toute une nation qui est honorée. C'est le président de la République, chef de l'État et chef suprême des Forces de défense et de sécurité qui est honoré. Lui qui m'a fait confiance en me confiant le commandement des forces armées à qui je renouvelle ici ma loyauté, fidélité et mon entier dévouement", s'est exprimé le général de division Yves Ditengou.

C'est la coopération bilatérale franco-gabonaise qui se retrouve ainsi renforcée.



Le général de division Yves Ditengou recevant l'insigne de la Légion d'honneur des mains de l'ambassadeur de France au Gabon, Alexis Lamek.

Le clin d'œil de *Lybek*



Front social: les retraités civils et militaires suspendent leur mouvement d'humeur

CNB
Libreville/Gabon

INITIALEMENT prévu pour se tenir hier, mardi 18 janvier 2022, le piquet de grève des retraités civils et militaires a été suspendu et a fait place à une assemblée générale (AG) qui devait se dérouler le même jour à Libreville. C'est ce qui ressort d'un communiqué émanant du président de la Manchette syndicale des travailleurs gabonais vaillants (MSTGV), Pierre Mintsa, qui précise par ailleurs que "le spectre d'une grève générale espérée par l'opposition politique, contrainte de laisser le premier rôle aux syndicats, car trop affaiblie, s'éloigne définitivement". Soulignons que la suspension de ce mouvement d'humeur de l'ensemble des retraités est la résultante d'une série de négociations entamées par le gouvernement avec les partenaires sociaux. L'is-



Une vue des membres de l'association des retraités civils et militaires lors d'une assemblée générale.

sue des négociations auxquelles prenaient part, sur instructions de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, les membres gouvernement visés par les préoccupations des retraités, notamment les ministres du Budget, de la Défense nationale, de la Fonction publique et plu-

sieurs de leurs collaborateurs et les partenaires sociaux (MSTGV, l'ANAREG), a été sanctionnée par la suspension du piquet de grève. Les conclusions de l'AG d'hier devraient déterminer la suite à donner à ces discussions engagées avec l'Exécutif.